
SAUVEGARDE DE LA LOIRE ANGEVINE

LETTRE D'INFORMATION - N° 47 - octobre 2009

LA SAUVEGARDE DE LA LOIRE ANGEVINE - 14 RUE LIONNAISE - 49100 ANGERS

Association Loi 1901 affiliée à "La Sauvegarde de l'Anjou" et au "Comité Loire Vivante"

Abonnement 7,6 Euros

Qu'avons nous fait de ces vingt ans ?

La Sauvegarde de la Loire angevine a fêté ses vingt ans en organisant un colloque, le 13 juin après midi, dans la Salle Emstale des Ponts-de-Cé. Des spécialistes, reconnus pour leur compétence, ont traité de sujets variés tels que les paysages et leur protection, l'incision du lit de la Loire, la diminution des populations de poissons migrateurs, l'influence de la société civile sur les politiques publiques, etc. Le film, "La Loire de chez nous" clôturait une après midi dense et studieuse avant de lever le verre d'amitié et d'anniversaire.

Cette manifestation avait été précédée par l'exposition "Rivières d'images et fleuves de mots", organisée par nos amis de S.O.S. Loire Vivante, du Puy-en Velay, dans les jardins de l'usine Cannelle, aux Ponts-de-Cé.

Il ne peut y avoir d'anniversaire sans évoquer le temps passé, les activités menées avec plus ou moins de satisfactions, en un mot, le chemin parcouru. Vingt ans mérite bien une pose, un regard sur le passé pour mieux préparer l'avenir. Pour ceux qui n'ont pas eu la possibilité d'être présents à cette manifestation, ces lignes leur permettront de se souvenir, avec nous, de cette longue aventure. Naturellement, il s'agit d'une synthèse et nombre d'autres actions sont passées sous silence ; il fallait faire des choix.

La Loire navigable de la Vienne à la Maine

L'association a été créée, voilà vingt ans, pour s'opposer à un projet, lancé par le Conseil Général de Maine-et-Loire pour rendre navigable la Loire entre la Vienne et la Maine. Cela consistait à créer des épis avec la mise en place de 700 000 tonnes d'enrochement. L'objectif était d'assurer une navigation de plaisance en toutes périodes de l'année, en amont de la Maine et jusqu'à la Vienne, ce qui devait permettre, écrivait les promoteurs, de découvrir et d'apprécier un paysage ligérien de toute première qualité. C'était oublier que la nature des travaux dégraderait à tout jamais ces paysages

A cette époque, l'ingénieur général Chapon était chargé, par le Ministre de l'Environnement, d'actualiser un précédent rapport sur la Loire qu'il avait rédigé en 1979. Nous lui avons adressé un document mettant en évidence les incohérences d'un tel projet et ses effets désastreux sur un des plus beaux paysages de la Loire en Anjou. Dans son rapport de décembre 1989, l'ingénieur général Chapon écrivait notamment : *le projet de calibrage de la basse Loire, entre le confluent de la Maine et Tours, par réalisation de digues et d'épis, aux fins d'y développer une navigation touristique, modifierait profondément le paysage : il est tout à fait contraire au principe fondamental de liberté laissé au fleuve et ne saurait donc être retenu.* De ce projet il ne fut plus jamais question et les auteurs de cette idée stupide se gar-

dèrent bien d'en revendiquer la paternité.

Avec le recul de vingt années, nous pouvons être fiers de cette action qui a contribué à couler ce projet. S'il avait été mené à bien, le périmètre UNESCO ne se serait-il pas arrêté à la confluence de la Vienne ?

L'intégration dans le Comité Loire Vivante

L'objectif local était prioritaire et l'association n'a connu l'existence du Comité Loire Vivante que quelques mois après sa création. Dès octobre 1989, nous avons alors intégré le Comité Loire Vivante, considérant que notre action devait s'inscrire dans le cadre plus large du bassin de la Loire et complétant, ainsi, le réseau associatif depuis le mont Gerbier des Joncs jusqu'à l'Estuaire avec des acteurs comme Christine Jean, Roberto Epple ou Pierre Kaluzny. A quelques mois près, nous nous serions sans doute appelé "Loire Vivante angevine", dommage, mais cela ne nous a pas empêché d'être actifs au sein de ce comité.

La protection des berges

Dès 1990, nous commençons notre croisade contre la protection des berges par des enrochements massifs. De 1986 à 1993, près de 7,5 M€ ont ainsi été dépensés pour ce type de travail. Nous préconisons, alors, de préférer un travail préventif en entretenant la végétation qui y pousse et en évacuant du lit

du fleuve les arbres qui y tombent. Nous pouvons constater, aujourd'hui, grâce à notre action mais aussi grâce à l'action du Conservatoire des rives de la Loire, créé en 1992, que l'idée a fait son chemin. Il est enfin admis qu'il convient de ne pas protéger systématiquement les berges ; qu'en cas de besoin, la technique du génie végétal est à privilégier et que les protections lourdes sont à réserver aux situations extrêmes.

Le Conservatoire des rives de la Loire

Puisqu'il est question du Conservatoire des rives de la Loire, nous nous sommes posé la question, lors de la création de celui-ci, de savoir si nous devons nous tenir à l'écart ou, au contraire, y prendre une part active. Notre méfiance provenait de son origine très institutionnelle. Finalement, nous avons décidé d'y adhérer avec l'option de partir, en claquant la porte, si c'était un traquenard. Depuis lors, nous y sommes toujours présents car ses actions s'inscrivent totalement dans le cadre de notre philosophie avec, dans bien des cas, des moyens que le milieu associatif ne possède pas.

Le déménagement du bras St Aubin

En 1991, le projet de désensablement du bras de St Aubin, aux Ponts-de-Cé, en extrayant environ 900 000 m³ de sable, prenait jour. Tout a été bon pour le justifier, depuis le déplacement, aux Ponts-de-Cé, du président de l'EPALA, Jean Royer, jusqu'à la réalisation d'une

Qu'avons nous fait de ces vingt ans ? (suite)

maquette d'un coût d'environ 90 000 €. C'est à l'occasion de ce déplacement que Jean Royer nous a fait le pitoyable honneur de nous traiter d'énergumènes refusards car nous n'étions pas de son avis. Il a toujours été égal à lui-même dans l'intolérance. Là aussi, nous avons étudié ce dossier dans les moindres détails et nous avons démontré que l'intérêt hydraulique, en période de crue, était nul et que la finalité réelle était tout autre, à savoir placer le camping et les constructions en vis à vis en bordure d'un plan d'eau. Sans doute étions-nous crédibles dans nos analyses puisque, début 1995, à l'initiative du délégué interministériel au plan Loire, ce projet était rangé dans les cartons et remplacé par une intervention douce d'entretien de ce bras.

Les extractions de sable

Nous avons accompagné, année après année, le débat permanent d'arrêt des extractions de sable dans le lit mineur de la Loire qui devait, après un accord signé en 1987, prendre fin en décembre 92 avec, pour la Loire aval, la date de décembre 1994. Depuis lors, le débat des extractions de sable est tranché puisque l'arrêté du 22 septembre 1994, en son article 11, interdit les extractions de matériaux dans le lit mineur des cours d'eau et ceci dans toute la France. Cela a été un long débat car les sabliers se sont activement employés à vouloir démontrer qu'en dehors du sable de Loire il n'y avait pas de salut. Encore maintenant, il se trouve des personnes qui considèrent qu'on voit de plus en plus de sable en Loire et que l'on ferait bien de l'extraire, comme par le passé. C'est oublier que les extractions antérieures ont conduit, entre autre, à un abaissement du fil de l'eau pour un même débit du fleuve ce qui a pour conséquence de découvrir des grèves auparavant rarement visibles.

Le rehaussement de la ligne d'eau

Le rehaussement de la ligne d'eau, en période d'étiage, a été une préoccupation constante dès 1993 et, début 1995, nous avons émis quelques réflexions sur le sujet, suggérant ainsi des pistes d'actions en partant du principe que, si cet abaissement particulièrement important depuis un demi-siècle était la conséquence d'interventions et de prélèvements inconsiderés dans le lit majeur, il ne serait pas possible de rétablir partiellement les niveaux en quelques années, sauf à réaliser une succession de seuils transformant la Loire en esca-

lier. Nombreux étaient pourtant les partisans d'une telle solution. Sans vouloir prétendre que nous avons toujours raison, force est de constater que les travaux de modélisation de la Loire aval ont conforté certaines de nos analyses, en particulier que l'idée consistant à supprimer tout ou partie d'épis noyés est un des scénarios les plus efficaces pour rehausser la ligne d'eau en période d'étiage sans avoir d'incidence pour les périodes de crues. Ce scénario, qui fait actuellement l'objet de travaux n'est pas sorti d'une pochette surprise mais résulte d'études, jugées parfois un peu longues, menées par des spécialistes dont la compétence vaut bien celle des promoteurs de solutions "il n'y a qu'à" qui prolifèrent ces derniers temps.

Les seuils expérimentaux du Fresne

En 2001 a débuté la réalisation des deux seuils expérimentaux du Fresne pour lesquels un suivi scientifique et technique de leurs effets a été défini. Un comité technique de suivi des impacts, auquel l'association participe, a été institué. Nous devons, à chaque instant, rappeler qu'un des objectifs est le rééquilibrage sédimentologique des bras multiples en remobilisant les matériaux des bras secondaires au profit de la sédimentation des bras navigables. Si le qualificatif d'expérimental a été maintenu pour ce projet, alors qu'il avait disparu du dossier d'enquête publique, c'est grâce à notre insistance auprès du commissaire enquêteur qui a imposé l'adjectif dans l'arrêté préfectoral. Pure sémantique ? Non, le poids des mots a une importance.

De toute expérience il faut en tirer des conclusions. Actuellement, nous considérons qu'un grand nombre d'informations ont été acquises mais que le moment viendra de se poser la question du devenir de cette expérience : doit-on la poursuivre ? doit-on en corriger certains aspects pour améliorer les effets dans un sens ou dans l'autre ? Ceci nous a conduits à souhaiter que trois experts soient commissionnés pour conduire une synthèse analytique et proposer des orientations.

L'usine d'eau potable de l'île au Bourg

La modernisation de l'usine d'eau potable de l'agglomération angevine, dans l'île au Bourg, aux Ponts-de-Cé, était en fait la construction d'une unité nouvelle sur le même site, c'est-à-dire dans le lit endigué de la Loire donc en contradic-

tion avec les objectifs majeurs du SDAGE, à savoir que dans les zones d'aléas les plus forts sont interdites toutes constructions nouvelles et doit être réduite la vulnérabilité de celles existantes. Compte tenu du dialogue de sourd sur le sujet, nous avons été amenés à remonter le dossier au niveau du Ministère de l'Environnement ce qui nous a valu une réponse assez favorable signée par Madame la Ministre alors qu'une lettre d'orientation, signée seulement par son Directeur de Cabinet, était adressée au Préfet. Nuance peu appréciée s'il en fut!

Par la suite, malgré un effort de dialogue notable avec le Préfet, il n'a pas été possible d'aboutir à un compromis acceptable et, avec la Sauvegarde de l'Anjou, un recours conjoint a été déposé auprès du Tribunal Administratif qui nous a donné raison en annulant l'arrêté préfectoral autorisant les travaux. Ceci n'a pas empêché l'agglomération de passer outre et de les continuer. Ce qui est interdit pour les particuliers est toléré pour les collectivités territoriales.

Notre action a cependant contraint l'agglomération à rehausser d'un bon mètre le niveau du plancher de son usine, à réorganiser l'implantation pour diminuer la surface, à remblayer et à transférer au nord de la levée de Belle Poule l'unité de traitement des boues.

Résultats partiels mais résultats quand même. Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ?

Vivre avec l'inondation

Fin 2000, début 2001, nous avons réalisé une étude, pour le compte de la DIREN de bassin, à Orléans, sur le thème de vivre avec l'inondation, en analysant le vécu des personnes confrontées à des inondations fréquentes, en aval de la confluence de la Maine. C'est un inventaire enrichissant de l'organisation du mode de vie dans ce val où les anciens, qui possèdent la culture de l'inondation, sont de moins en moins nombreux. Cette culture est-elle transmissible aux nouveaux arrivants et comment y parvenir ? En conclusion de ce travail, des pistes d'action ont été émises dont une a été concrétisée par le décret n°2005-233 sur les repères de crue.

Le patrimoine mondial UNESCO

L'inscription du Val de Loire au patrimoine mondial de l'UNESCO, fin novembre 2000, a suscité de grands

Qu'avons nous fait de ces vingt ans ? (suite)

espoirs pour ce patrimoine naturel mondialement reconnu. L'association n'a pas hésité à participer aux travaux de groupes de travail pilotés par la Mission Val de Loire UNESCO en apportant une contribution active. Il existe cependant une certaine inquiétude à l'égard de la finalité des actions entreprises car la préoccupation de valoriser ce patrimoine, au sens d'extraire de la valeur, apparaît prioritaire par rapport à celle qui consisterait à gérer ce patrimoine pour éviter toute dégradation et pour l'enrichir. Certes, la différence peut paraître subtile mais elle est d'importance ; c'est la raison pour laquelle l'association y porte une grande attention.

La Loire à vélo

Le programme Loire à Vélo est l'exemple typique d'un programme de valorisation touristique, le nez dans le guidon, sans préoccupation des valeurs naturelles et paysagères du site. En particulier, l'utilisation, sans nuance, du chemin de service et de protection réalisé en pied de levée était envisagée pour en faire une piste cyclable, roulante à souhait. La réaction très vive de l'association a suscité une écoute attentive et intelligente de la Direction des Routes et des déplacements du Conseil Général. De nouvelles solutions innovantes ont pu émerger. L'association a participé activement à celles-ci, apportant la preuve, s'il en était besoin, que la multiplication des regards enrichit le débat et permet d'aboutir à des solutions satisfaisantes pour toutes les parties et de bien meilleure qualité. De là est né, l'itinéraire bis appelé "Loire à vélo Nature" qui n'est pas destiné aux forçats de la route mais simplement à ceux qui souhaitent musarder dans la nature. Un principe innovant, qui fait école et qui résulte d'un compromis. La vie n'est-elle pas faite de compromis

L'irrigation du Val d'Authion

Enfin, tout récemment, un dossier d'autorisation lié à une augmentation considérable du prélèvement d'eau en Loire, pour irriguer le Val d'Authion a conduit notre association, la Fédération de Pêche et la Sauvegarde de l'Anjou à faire un recours devant le Tribunal Administratif, considérant que la multiplication par deux des prélèvements d'eau de Loire ne correspondait pas à un besoin démontré et justifié. En outre, aucun effort n'était mis en œuvre pour rechercher une économie des besoins en eau et bien d'autres insuffisances étaient reprochables à cette autorisa-

tion. Un bel exemple de développement non durable. Là aussi, le Tribunal Administratif a annulé l'arrêté préfectoral ce qui a conduit l'Administration à adopter des arrêtés provisoires en attendant la régularisation d'une nouvelle demande. Force est de constater que la nouvelle demande, qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral ces derniers mois est un bis repetita de la première. Ce dossier, à l'inverse de celui de la Loire à vélo, est un bel exemple d'absence d'écoute attentive du pétitionnaire et du service de l'Etat chargé du dossier. Tous deux considèrent qu'il n'y a qu'une vérité, la leur. C'est médiocre.

Le projet Cannelle

Il n'est pas possible de terminer ce rapide tour d'horizon sans évoquer le dossier Cannelle. Il s'agissait, pour le groupe Eiffage, de réaliser sur l'emplacement de l'ancienne usine Cannelle, une résidence hôtelière de 110 appartements avec salles de séminaire, de remise en forme, piscine, etc. Seule survivait la belle maison bourgeoise de XIX^{ème}. Le résultat était des immeubles de quatre étages entassés les uns sur les autres. De nombreux griefs pouvaient être formulés à l'égard de ce projet du point de vue du respect des prescriptions du SDAGE et du PPRI. Mais, à l'évidence, le parti pris architectural, le volume des constructions et leur hauteur ne s'intégraient pas du tout dans l'environnement architectural urbain de ce front de Loire qui se caractérise, comme pour tous les villages riverains, par l'horizontalité des constructions de faible hauteur. Les tensions créées par ce projet en ont fait un enjeu électoral et la vox populi a tranché. Comme quoi le bon sens peut être près de chez soi !.

Il est intéressant de rapprocher ce sujet d'une importante réunion tenue début juillet 2008 à Orléans. Il s'agissait de la Conférence territoriale Val de Loire Patrimoine mondial au cours de laquelle l'Etat, qui est responsable des sites français inscrits au Patrimoine mondial devant l'Unesco, a précisé ses orientations et la stratégie qu'il entendait voir mettre en œuvre.

Cela concernait, en particulier, les recommandations aux maîtres d'ouvrage des grands projets et aux gestionnaires de l'espace. Pour illustrer ce propos, une représentation graphique concernant quelques menaces paysagères était présentée. Elle ressemblait, à s'y méprendre, à ce qui était envisagé pour le site Cannelle. Comme quoi, on peut être prophète en son pays.

Curieusement, la problématique de cette affaire nous ramène au premier projet que nous avons combattu voilà vingt ans. Même motif, même combat.

Conclusion

Tous ces dossiers nécessitent une veille de tous les instants. Il faut y ajouter aussi les nombreux dossiers auxquels nous sommes associés, en particulier par les représentants de L'État, et pour lesquels nous nous sommes toujours efforcés d'apporter une contribution réfléchie et constructive. Certes, toutes nos idées ne sont pas retenues et c'est normal mais nous avons, au grand dam de certains, souvent été écoutés. Parmi ces nombreux dossiers, il faut citer tout particulièrement les modélisations de la Loire moyenne et de la Loire estuarienne, la mise en œuvre du Plan Loire Grandeur Nature, les Plans de Prévention des risques d'inondation, etc..

Avec ce regard en arrière, il ne faut pas oublier de mentionner la publication, aussi régulièrement que possible, de notre "Lettre d'information". Au gré des années, elle s'est affirmée dans sa forme et dans son fond. Nous nous sommes efforcés d'en faire un document aussi pédagogique et aussi objectif que possible car nous considérons que la bataille de l'environnement sera gagnée avec l'évolution des mentalités. Sa large diffusion auprès de nos adhérents mais aussi auprès de tous les maires ligériens du département, des conseillers généraux, des décideurs, des fonctionnaires et aussi des amis, représente environ 400 exemplaires. Globalement, elle est appréciée, même pour ses brèves parfois un peu poil à gratter.

Ceci n'est qu'une esquisse du chemin que nous avons parcouru, avec l'aide et le soutien de nos adhérents, depuis vingt ans. Vingt ans déjà. Vingt ans d'une action très prenante, vingt ans avec des hauts et des bas mais finalement vingt années qui donnent le sentiment d'avoir œuvré dans le bon sens et aussi le sentiment d'avoir semé des petites graines qui commencent à germer. Il faut, cependant, veiller à leur croissance et ne pas les abandonner à la sécheresse de l'égoïsme ou aux idées tordues qui, elles, poussent comme la mauvaise herbe.

Que la Loire reste libre et vivante.

Le remodelage des épis entre La Pointe et le pont de l'Alleud

En préalable, il nous semble utile de re-placer ce projet dans son contexte historique.

Si le lit de la Loire a naturellement tendance à s'inciser, cette évolution s'est accélérée à partir des années 60 et c'est un rapport de la Fédération de pêche de Maine-et-Loire et de son ingénieur hydrobiologiste Pierre Steinbach, publié en 1990, qui a mis en évidence l'importance de la dégradation. A titre d'exemple, à La Possonnière, le fil de l'eau s'est abaissé de l'ordre de 40 cm entre 1900 et 1960 et de 90 cm de 1960 à 1985.

Les causes et les conséquences en sont multiples et ont fait l'objet d'un article dans notre lettre d'information N°6 de janvier 93.

En janvier 1994, le Gouvernement a adopté le Plan Loire Grandeur Nature qui définissait sa stratégie pour les années à venir. En particulier, il y était indiqué *"Le gouvernement considère comme prioritaire le rehaussement de la ligne d'eau en étiage de la Basse Loire et de la Loire moyenne. /...../ Un programme de modification des ouvrages de navigation existants et de construction d'ouvrages de faible importance destinés à relever la ligne d'eau sera défini par l'Inspection Spécialisée de l'Environnement"*. La feuille de route était explicite !

Dans le cadre de ce P.L.G.N. apparaît une décision très novatrice qui est la création d'une Equipe pluridisciplinaire destinée à conduire des études approfondies sur le fonctionnement du fleuve et sur les possibilités d'interventions éventuelles pour minimiser, en particulier, les effets des crues importantes. La théorie du "y-a-qu'à" était enfin abandonnée au profit d'études scientifiques fondamentales et appliquées.

En 1995, sous l'égide de l'Equipe pluridisciplinaire, une étude de modélisation du fonctionnement de la Loire estuarienne a été lancée. La Sauvegarde de la Loire angevine était membre du comité de suivi.

Les premières conclusions de cette étude sont résumées dans la Lettre d'information N°18 de juin 1997 et les résultats quantifiés de l'étude sont publiés dans la Lettre d'information N°20 de

mars 1998.

Mi avril 2002, était adopté un programme de travail consistant, entre autre, en la réalisation de cinq seuils entre Chalonnes-sur-Loire et Bellevue (lettre d'information N° 30 de mai 2002). Les compléments d'études réalisées sur ce projet de seuils ont conduit, compte tenu de leurs nombreux impacts négatifs, à l'abandon de ceux-ci au profit du rehaussement du fond du lit du fleuve, . (Lettre d'information N° 32 de mai 2003). A partir d'une réunion du Comité consultatif, en janvier 2004, les travaux étaient programmés durant l'étiage 2005.

Des tergiversations de toutes natures, mais nullement techniques, n'ont fait que retarder le programme de quatre ans !.....

Rappelons que ces travaux consistent à modifier, en les raccourcissant et en les arasant, un certain nombre d'épis pour diminuer la vitesse du courant et récupérer, en partie, le sable stocké entre ceux-ci pour engraisser le fond du lit et donc rehausser la ligne d'eau à l'étiage.

Une première objection consiste à considérer que le rehaussement attendu, de 30 à 40cm, est insuffisant et qu'il faudrait atteindre le mètre, voir même plus. Sauf à raisonner en termes purement hydrauliques, en construisant une succession de seuils en travers du lit du fleuve, ce qui est totalement inacceptable, il est irresponsable de donner à croire que le rehaussement d'une telle importance est du domaine du possible. L'intervention envisagée s'inscrit dans le respect de tous les paramètres environnementaux d'un hydrosystème complexe d'une grande sensibilité.

Il convient d'être prudent et de procéder par une étape expérimentale préalable qui permettra d'analyser les effets attendus, de s'assurer qu'il n'y a pas de dérives excessives et que le processus de rehaussement, par transfert du sable, est effectif. Il sera alors peut-être possible de poursuivre dans ce sens, mais n'attendons pas des miracles.

Il a aussi été souvent préconisé de mettre au fond du lit les 25000 m3 de matériaux qui seront extraits dans le but de rehausser immédiatement le fond du lit,

en complément des apports de sable. Si l'on considère la largeur moyenne du lit égale à 100 m. pour le bief considéré, cela conduirait à une surépaisseur de l'ordre de 3 cm, sous réserve d'une répartition uniforme. L'augmentation de la rugosité du fond du lit, pour piéger le sable, deviendrait sans effet dès les premières couches de sable déposé. Rappelons d'ailleurs que, dès les premières études, il avait été envisagé la réalisation de "platures" (radier de pierres au fond du lit), que l'approfondissement des études a conduit à abandonner, car inefficaces. C'est l'exemple typique de solutions qui apparaissent de bon sens mais qui, en réalité, s'avèrent de peu d'effet.

Au fil du dérapage calendaire de cette opération est apparue aussi une succession de propositions ne reposant sur aucune étude de spécialistes dans le domaine de la sédimentologie. Une démarche scientifique crédible doit être un peu plus nuancée.

Des amalgames sans nuances sont aussi faits avec les doubles seuils expérimentaux d'Ingrandes/Le Fresne, qui correspondent à une topographie très spécifique (deux bras séparés par une île), ou, encore, en subordonnant cette expérimentation à la réalisation d'un ouvrage dans le secteur de Bellevue. Il s'agit là d'actions complémentaires qui ne s'opposent pas mais se complètent.

A ce sujet, il y a un accord unanime pour considérer que le seuil de Bellevue est la clé de voute de l'équilibre hydro-sédimentaire entre la Loire fluviale et la Loire estuarienne et qu'il est impératif d'arriver à limiter les effets de ce bassin de marées et de ses 50 Mm3 d'eau qui vont et viennent toutes les douze heures. Il s'agit d'un problème d'une extrême complexité et nous nous gardons d'avoir la science infuse pour proposer des solutions, par contre, nous pensons qu'il serait opportun de lancer, au niveau européen, un concours d'idées. Ce brassage des idées permettrait de dégager les grands principes qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour résoudre le problème.

Les monocultures sont toujours dangereuses et la confrontation des idées est toujours source de richesses.

Lettre d'information éditée par La Sauvegarde de la Loire Angevine, 14 rue Lionnaise, 49100 ANGERS
association loi 1901 affiliée à "La Sauvegarde de l'Anjou" et au "Comité Loire Vivante"

Directeur de la publication : Jacques Zeimert président de La Sauvegarde de la Loire angevine

Rédacteur en chef : J. Zeimert - Impression : Welcome Service Copy - ANGERS

Dépôt légal : octobre 2009 - numéro ISSN : 1760-0162

site internet : <http://www.sauvegarde-loire-angevine.org>